

# peur mais pleine de promesses

## M. Abdou Diouf: "Nous n'avons pas le droit de désespérer"

Conduire l'action gouvernementale dans un pays sous-développé, confronté à l'inclémence du temps aussi bien qu'aux dures réalités du monde sans justice, n'est certes pas chose aisée. Cette tâche lourde à faire peur, devient exaltante lorsqu'on l'accomplit sous l'impulsion et dans le sillage d'un homme comme le Président SENGHOR, avec la collaboration d'hommes entièrement acquis à la cause de leur nation et décidés à aller de l'avant, avec le soutien d'un parti organisé et qui comprend de mieux en mieux son rôle d'inspiration, d'animation et de contrôle.

Voilà pourquoi malgré l'adversité des éléments, les imperfections des relations entre nations riches et nations pauvres, l'agitation sporadique des groupuscules d'hommes égarés par des idéologies étrangères ou aveuglés par la passion du pouvoir, le Sénégal a tenu bon et aborde l'avenir avec confiance et détermination.

Au jour du 10<sup>e</sup> anniversaire de notre indépendance, le 4 avril 1970, le gouvernement installé un mois plus tôt, en était bien sûr à ses premiers balbutiements. Il s'est agi pour nous, pendant l'année écoulée depuis, de nous forger une méthode, de créer entre tous les membres de l'équipe gouvernementale un courant d'habitudes et de pensées propres à développer en nous les réflexes de spontanéité capables de nous engager résolument dans la voie qu'il nous a tracée avec la clarté, la netteté et le don de visionnaire qui le caractérisent. Il s'est agi concrètement d'assurer coûte que coûte, la défense de l'Etat et de la Nation, contre leurs ennemis du dedans et du dehors ; de poursuivre l'œuvre de réforme de notre administration afin de la rendre plus fonctionnelle et tournée vers le développement ; de mettre en œuvre une réforme de notre enseignement qui doit réaliser notre enrachement dans notre culture négro-africaine et notre ouverture aux apports féconds de l'extérieur, tout en préparant les cadres au niveau international dont le Sénégal a besoin ; de poursuivre notre effort pour la mise en place progressive d'une agriculture moins soumise aux aléas de la pluie ; il s'est agi enfin de poursuivre les investigations des richesses que recèle notre sous-sol ; de poursuivre notre œuvre d'industrialisation ; de développer nos potentialités touristiques en créant notamment les infrastructures d'accueil des touristes, toujours de plus en plus nombreux, qui apprécient notre soleil, nos plages, nos sites et nos dons d'hospitalité.

De cette activité, diverse et profonde, découleront les solutions à nos problèmes d'emploi, d'urbanisme et de santé.

Ce programme ambitieux a été mené d'un seul bloc, tous les secteurs étant suivis avec la même attention, la même ténacité et avec le même désir d'aboutir. Nous n'avons voulu reculer devant aucun sacrifice, céder à aucun découragement. Nous avons voulu mener ce noble combat, développer cette « positive contestation » avec

tous ceux qui vivent sur notre sol, qu'ils soient Sénégalais ou étrangers.

Dans tous les secteurs essentiels énumérés plus haut, des décisions capitales sont déjà prises ou en voie de l'être.

Certes, il faut du temps pour que les effets de ces décisions se fassent réellement sentir.

En tout état de cause, l'année écoulée, malgré une sécheresse sévère qui

a porté un rude coup à notre agriculture, a été pour nous une bonne année économique : notre commerce extérieur est ressorti avec un taux de couverture des exportations sur les importations de 85 % (résultat des 10 premiers mois), contre 62 % l'année précédente ; notre excédent budgétaire est passé de 7 millions à 385 millions ; malgré les difficultés de l'arachide, l'indice de notre production industrielle marque un très net progrès (et il est probable qu'il en sera de même pour notre production intérieure brute dès que les chiffres seront disponibles).

La pêche a réalisé une mise à terre de 169.000 tonnes pour une valeur commerciale d'environ 8 milliards de francs CFA ; dans ce tonnage la part revenant à la pêche artisanale — donc effectuée exclusivement par des nationaux — est de 133.000 tonnes.

De plus tous les programmes sociaux prévus au III<sup>e</sup> plan, relatifs notamment au logement et à la santé se réalisent normalement ; de même que se poursuit normalement, notre programme d'infrastructures routières, d'urbanisation et d'assainissement de nos centres urbains.

Voilà l'essentiel de l'œuvre à laquelle nous sommes attachés et à laquelle nous sacrifions tout pour que le Sénégal se tienne debout et continue sans tituber sa marche vers le développement économique et social.

Je voudrais profiter de ces quelques lignes pour dire aux Sénégalais que nous n'avons pas le droit de désespérer ; le génie de notre peuple, le rayonnement exceptionnel de notre Chef d'Etat, les potentialités de tous ordres que recèle notre pays, notre coopération avec les nations amies et avec les organisations internationales, sont un garant pour l'avenir.

Je voudrais également apaiser ceux qui s'émouvent trop vite et pensent que la nation est perdue dès qu'il se produit la moindre agitation universitaire, le moindre désordre de rue. Ce sont là, des épiphénomènes que l'Etat règle chemin faisant et qu'il règlera de plus en plus énergiquement ; d'ailleurs les auteurs de tels actes ne parlent pas au nom du peuple sénégalais, soucieux de l'ordre et de la discipline et qui veut améliorer son sort ; c'est vers ce peuple seul que notre regard doit être tourné, c'est à lui que nos énergies doivent être consacrées.

Je voudrais enfin ajouter pour terminer que le Sénégal, qui entreprend en ce moment une refonte de son Code des Investissements, pour l'adapter aux réalités mouvantes du monde des affaires, reste ouvert à l'initiative privée d'où qu'elle vienne.

C'est sur ces perspectives heureuses, qui sont réelles, que je voudrais voir s'ouvrir la deuxième année de la dixième décennie de notre indépendance.

Abdou DIOUF.



M. Abdou Diouf  
Premier ministre

(Un homme égal à la lourde tâche qui pèse sur ses jeunes épaules)

# M. Karim GAYE

ministre des  
Affaires Etrangères

## "Le dialogue avant tout"

● **Voulez-vous rappeler M. le Ministre, les principes sur lesquels repose la politique étrangère du Sénégal**

— La politique étrangère du Sénégal repose, comme toute politique qui se veut d'une certaine continuité, sur des principes que notre pays s'emploie à observer en toute circonstance.

● **Le Sénégal est fermement attaché à la Charte de l'O.N.U. et**

— aux principes et objectifs de l'O.U.A.

● **Il est animé par une volonté de coexistence pacifique et de coopération sans exclusive.**

Ce sont là des caractéristiques générales de notre politique étrangère qui, en fait, repose sur des principes précis, à savoir :

- 1) le respect de la loi et de la morale internationales ;
- 2) l'inviolabilité du territoire de chaque Etat ;
- 3) l'exercice, sans entrave de la souveraineté nationale ;
- 4) le non alignement ;
- 5) l'établissement et le maintien de relations amicales avec tous les Etats.

Parmi ces méthodes de notre politique étrangère, il en est une qui occupe une place de choix :

C'est le dialogue, c'est-à-dire, une confrontation d'idées, d'expériences, de méthodes ; une recherche de points de convergence ; une concertation et une discussion libre, avec une patiente volonté d'aboutir.

● **Pensez-vous que l'O.U.A. remplit, actuellement, ses fonctions de façon acceptable pour tous ?**

L'O.U.A. est une organisation qui a été créée à un moment où l'Afrique Noire venait de prendre son destin en mains.

Des missions variées lui ont été confiées dans les domaines politique, économique, culturel, social et scientifique.

L'attribution de ces missions à l'O.U.A. était on ne peut plus normale si l'on considère les objectifs et principes de l'Organisation.

Ces objectifs, entre autres, sont :

- le renforcement de l'unité et de la solidarité des Etats africains ;
- la coordination et l'intensification de leur coopération ;
- la défense de leur souveraineté, de leur intégrité territoriale et de leur indépendance ;
- l'élimination sous toutes formes du colonialisme en Afrique.

Quant aux principes de l'O.U.A. auxquels l'on se réfère très souvent, ce sont les suivants :

- l'égalité souveraine des Etats ;
- la non ingérence dans les affaires intérieures des Etats ;
- le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et

du droit à l'indépendance des Etats ;

- le règlement pacifique des différends ;
- le non alignement etc...

Ce sont là des objectifs et principes très généraux et il est légitime que l'on se demande si l'O.U.A. remplit toutes ces fonctions à la satisfaction de ses membres.

Actuellement l'O.U.A. connaît, non pas une crise à proprement parler, mais plutôt certaines difficultés qui viennent pour la plupart du comportement de certains Etats sur quelques problèmes liés à la libération d'une partie de l'Afrique encore soumise à une domination étrangère et sur l'approche de certains problèmes politiques africains dont le cas, récemment, de la représentation de l'Ouganda à la 16ème session du Conseil des Ministres constitue, un exemple édifiant.

● **Qu'est-ce, en définitive, que l'O.U.A. ?**

Sinon, une Organisation groupant des Etats,

— avec des origines, et des contraintes présentes, nées

— de leurs réalités antérieures ;

— avec des aspirations qui tiennent à leur passé et à leur mode d'existence.

Nous ne pouvons ignorer la réalité de cette infinie diversité sans que soient menacées non pas l'existence, mais la nécessaire cohésion et l'entente au sein de notre Organisation.

L'O.U.A., en vérité, constitue une grande famille, en dépit des tendances, des oppositions, et parfois, des divergences qu'elle recèle.

Il faut dire également que l'O.U.A. a permis de venir à bout de problèmes difficiles : la crise du Nigéria et les conflits frontaliers qui ont, dans le passé, opposé certains Etats membres.

Elle constitue une plate-forme appréciable pour des concertations qui permettent d'éviter une confrontation violente d'intérêts d'Etats africains.

● **L'année 1971 se caractérise, par une série de visites officielles que se rendent mutuellement les Chefs d'Etats africains**

**Que pensez-vous de cette forme de diplomatie directe ? Peut-elle faire avancer les problèmes et faciliter l'unité ?**

Les visites officielles entre Chefs d'Etat africains constituent une forme heureuse et dynamique de diplomatie directe.

C'est là une formule qui présente des avantages certains.

En effet, en ce qui concerne à la fois la politique intérieure et la politique internationale, en Afrique, ce sont les Chefs d'Etat

qui en fixent les grandes orientations. Il est donc à penser qu'une rencontre directe entre Chefs d'Etat constitue toujours un facteur de solution à certains problèmes pendants, et une source de rapprochement et de compréhension entre leur pays.

Il faut ajouter que les Chefs d'Etat africains sont des hommes d'une même génération, liés par l'histoire et menant le même combat contre le sous-développement.

Pour M. Karim GAYE, ministre des Affaires Etrangères : « Le dialogue avant tout ».



Nous sommes et entendons demeurer un peu, peu ouvert à toute confrontation d'idées, d'expériences et de méthodes.



« Un peuple poreux à tous les souffles, dont la politique repose sur l'établissement et le maintien des relations amicales avec tous les Etats sans exclusive... »

« Enfin un peuple à la recherche de convergences : de concertation et de discussion libre avec une patiente volonté d'aboutir. »

